

Pouvoir d'emprunt

favoriser la croissance économique, on peut prévoir que la situation actuelle ne s'améliorera pas rapidement.

Je me rends compte que le gouvernement s'est engagé à honorer certaines obligations en finançant des programmes sociaux importants, notamment la sécurité de la vieillesse, les allocations aux conjoints, l'assurance-maladie et de nombreux autres programmes utiles. Ce sont des obligations auxquelles il ne peut se soustraire, mais il y a beaucoup d'autres dépenses qui doivent être examinées consciencieusement et qui devraient être limitées ou supprimées entièrement. Il suffit d'examiner le rapport du vérificateur général pour constater des dépenses futiles, des erreurs de gestion, des secteurs qui échappent à tout contrôle et des dépassements de coûts qui entraînent un gaspillage de deniers publics s'élevant à des millions et des milliards.

Je n'ai pas l'intention de morigéner ou de réprimander des particuliers ou des fonctionnaires de l'État, monsieur le Président. Je crois que la plupart d'entre eux sont dévoués et tentent de faire le meilleur travail possible. Toutefois, comme il leur incombe de dépenser sagement des fonds à leur disposition qui ne leur appartiennent pas vraiment, je ne crois pas qu'ils soient aussi prudents en dépensant les deniers publics qu'ils le seraient en dépensant leur propre argent.

Monsieur le Président, j'ai ici un document qui explique vraiment ce problème en détail, mais dans le peu de temps dont je dispose dans ce débat je ne pourrai en donner lecture parce qu'il est trop long. Toutefois je puis donner à la présidence et aux députés quelques exemples. Le premier concerne les dépassements de budget. Sur 223 projets, Environnement Canada a connu 153 dépassements de budget, représentant en tout 283 millions. C'est là la marque d'une mauvaise planification budgétaire qui, dans le secteur privé, aurait provoqué une bordée de mises à la porte. Mais nous savons tous que les fonctionnaires sont rarement mis à la porte. Quand les choses tournent mal on les punit habituellement en leur donnant une promotion ailleurs pour en débarrasser le ministère. A l'autre bout de la gamme, monsieur le Président, le 1^{er} juillet 1982, deux jours après avoir annoncé qu'il fallait plus de modération, le gouvernement a versé \$430,000 pour fournir à 16 villes des pièces pyrotechniques. Où est passé le bon sens? Il devrait nous dire que nous fonçons tout droit sur des récifs en gardant le cap sur de pareilles dépenses. Malheureusement, le gouvernement continue de cafouiller; il appuie sur les mauvais leviers, il met de l'huile là où il n'en faut pas.

Il faut que le gouvernement remette de l'ordre dans ses priorités pour que l'économie reprenne. Il faut qu'il dépense l'argent à bon escient pour remettre l'économie sur pied. Il faut redonner vigueur à l'économie. Il faut que notre industrie se modernise pour pouvoir se développer. Le gouvernement devrait encourager les entreprises à le faire au lieu de les pénaliser par des «désincitations» qui étouffent l'initiative par une jungle de règlements vexatoires dans laquelle l'économie privée est forcée de se débattre. Il faut que l'État et les entreprises s'épaulent dans un esprit de sérénité et d'association. Cette harmonie nous donnera de meilleurs résultats économiques. Par contre, s'ils se contrecarrent, nous n'aurons que chaos et faillites.

Au fil des ans, les libéraux nous resservent leur argumentation banale pour défendre des habitudes de dépense, d'endettement et de déficit. Ils disent que, par exemple, «le déficit budgétaire favorise la croissance». Le bon sens devrait leur apprendre que les déficits ne résultent pas nécessairement de mesures favorisant la croissance. La vérité, c'est que dans sa presque totalité le déficit actuel provient de ce qu'on n'a pas su réaliser la croissance économique. C'est ainsi qu'en novembre 1981 le ministre des Finances de l'époque prévoyait 2.2 p. 100 de croissance. On prévoyait que le déficit serait de 10.5 milliards. Puis, en juin 1982, le gouvernement a annoncé que le pays connaîtrait une croissance négative de 2 p. 100 et le déficit a été porté à 19.6 milliards. Pour l'année financière 1982-1983, le gouvernement s'attend à une croissance négative de 4.4 p. 100 et à un déficit de 23.6 milliards. Comme on peut facilement le voir, monsieur le Président, le déficit a grossi d'une année à l'autre. Dans le même temps, la population s'est rendu de plus en plus compte des répercussions que la multiplication des budgets déficitaires avaient sur l'économie. Il faut savoir aussi, monsieur le Président, que si notre monnaie est faible, et que nous avons connu récemment des taux d'intérêt très élevés, parce qu'il fallait soutenir notre monnaie, c'est à cause des sommes énormes que le gouvernement a empruntées.

Le gouvernement prétend que le déficit est dû aux mesures positives que les libéraux ont prises en faveur des Canadiens. En réalité, monsieur le Président, ce sont toutes les dépenses inutiles des libéraux qui ont posé de sérieux problèmes au trésor public. L'aéroport de Mirabel, cette gabegie, a coûté 700 millions de dollars aux contribuables. Je l'ai dit tout à l'heure, le gouvernement n'a jamais surveillé d'assez près ses programmes et ses dépenses. On a découvert en octobre 1979 que les coûts supplémentaires des projets lancés par les libéraux s'élevaient à 1.1 milliard de dollars. En 1978, la Commission de l'assurance-chômage a versé 290 millions de dollars à des gens qui n'étaient pas censés toucher l'assurance-chômage.

Le gouvernement prétend aussi qu'une dette nationale importante, ce n'est pas un problème. Les emprunts se font uniquement entre Canadiens et il y a suffisamment d'actifs pour couvrir la dette. Le seul problème avec la dette publique, c'est qu'il faut la financer. Le quart de toutes les recettes fiscales sert à payer les intérêts sur la dette. Au cours de l'année financière 1982-1983, il va en coûter aux contribuables 16.7 milliards pour payer les intérêts sur la dette publique, soit \$700 par habitant ou encore \$1,800 par contribuable. Les actifs du gouvernement sont ridicules en comparaison. En mars 1982, la valeur des actifs du gouvernement s'élevait à 40 milliards de dollars, alors que la dette nationale brute atteignait 134 milliards.

Le gouvernement affirme par ailleurs qu'il n'y a rien de mal à avoir un déficit à court terme. Le gouvernement fédéral n'a pas eu un seul budget équilibré depuis 1970 et il n'y en aura pas d'ici à cinq ans. Depuis 1970, les libéraux prétendent que le déficit n'est qu'un problème à court terme. Dix-sept ans, vous appelez cela du court terme? Depuis que les libéraux ont repris le pouvoir en février 1980, les dépenses publiques ont augmenté de 66 p. 100, alors que dans le même temps l'indice des prix à la consommation progressait de 38 p. 100 et que la croissance nominale du PNB n'était que de 30 p. 100.